

YU MYUNG-HWAN

Président de l'université Sejong ; ancien ministre des Affaires étrangères de la République de Corée

Fen Osler Hampson, directeur du programme de sécurité internationale et politique du CIGI ; co-directeur de la Commission mondiale sur la gouvernance d'internet ; professeur chancelier à l'université Carleton, Ottawa, Canada

Thank you for perhaps sounding a few sceptical notes. Our next speaker is Myung Hwan Yu, who is Chairman of Sejong University and before that was Korea's Minister of Foreign Affairs.

Yu Myung Hwan, président de l'université Sejong ; ancien ministre des Affaires étrangères de la République de Corée

Merci. Les intervenants précédents l'ont déjà mentionné, même si nous utilisons souvent le terme « Eurasie », il n'existe pas de définition unique qui décrive ce que le terme recoupe. Cela dit, je vais me permettre de parler de la vision coréenne de l'Eurasie et de son importance.

En fait, ce n'est qu'au moment où la présidente Park Geun hye l'a inaugurée l'année dernière que la politique eurasiatique de la Corée a été annoncée et promue au rang d'« Initiative eurasiatique », même si le gouvernement précédent, pour lequel j'ai été ministre des Affaires étrangères, s'est également concentré sur l'Eurasie, principalement sur les aspects géoéconomiques. Quand on parle d'Eurasie en Corée du Sud, on pense instantanément à la Route de la soie, route pavée d'or reliant la ville de Samarkand, à mi-chemin entre le nord-est de l'Asie et l'Europe. C'était il y a 2 000 ans : l'Est et l'Ouest étaient alors reliés par cette Route de la soie longue de 6 500 kilomètres et les graines de la civilisation étaient disséminées aux quatre coins du monde. Néanmoins, ces 100 dernières années, l'importance de la Route de la soie a été oubliée, en raison d'obstacles religieux et idéologiques. Aujourd'hui, l'Eurasie suscite de nouveau l'attention des grandes puissances comme la Chine, la Russie et les États-Unis.

La Chine a réalisé de grands projets d'oléoducs et de gazoducs à la fois avec le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, avec l'Initiative de la ceinture économique de la route de la soie, et la Russie est également pionnière et promoteur ardent de la création de l'Union économique eurasiatique, qui sera lancée le 1er janvier 2015. Les États-Unis essaient également de connecter l'Afghanistan à l'Asie centrale avec une nouvelle stratégie de Route de la soie. On peut par conséquent prévoir que, dans un avenir guère lointain, nous assisterons à la renaissance de la Route de la soie.

L'Initiative eurasiatique de la Corée du Sud n'en est encore qu'à ses balbutiements, même si les détails sont en cours d'élaboration, et la Corée vise la mise en œuvre de l'initiative par le biais d'une réflexion innovante et créative. Elle présente divers aspects en termes de mise en œuvre des politiques. Premièrement, l'idée est née d'augmenter la connectivité entre l'Europe et l'Asie par le biais d'une rénovation des connexions physiques comme les multiples réseaux de transport – le ferroviaire, les routes, la navigation et les liaisons aériennes – ainsi que l'a rappelé la présidente Park Geun hye hier matin dans son allocution. La Corée a également proposé un projet de réseau d'information trans-Eurasie à l'occasion du dernier Sommet Europe-Asie à Milan et le communiqué final reprend l'idée d'un projet commun.

Deuxièmement, la Corée du Sud s'est engagée à développer des relations étroites et coopératives avec chacun des pays d'Asie centrale. Vous le savez, la majorité de ces pays eurasiatiques se sont engagés sur la route de l'industrialisation, quoique seulement depuis la fin de la guerre froide, et ces pays isolés se heurtent à des contraintes plus fortes en termes d'échanges avec le monde extérieur. La Corée organise depuis 2007 un forum annuel avec les

pays d'Asie centrale réunissant divers vice-ministres dans l'optique de renforcer la coopération et nous avons également lancé un partenariat stratégique avec le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, respectivement en 2005 et 2007.

Troisièmement, un chaînon très important qui fait défaut mérite d'être rétabli afin de compléter la connectivité entre l'Europe et l'Asie orientale. Ce chaînon manquant, c'est la partie nord de la péninsule coréenne – la Corée du Nord, qui fait de la Corée du Sud une île virtuelle du continent eurasiatique. La Corée du Sud caresse par conséquent le rêve de relier le transsibérien (TSR) et le chemin de fer transchinois (TCR) au chemin de fer transcoréen (TKR). Cette connexion créerait un réseau logistique exhaustif et permettrait en définitive de concrétiser un Silk Road Express (SRX) – Réseau express de la Route de la Soie. C'est un rêve cher à nos yeux, qui n'est pas une utopie.

L'idée convaincante a également germé de relier la péninsule coréenne à Kyushu au Japon par un tunnel sous-marin, à l'instar du tunnel sous la Manche. Certains avancent qu'une étude de faisabilité initiale a prouvé la valeur économique du projet étant donné qu'un grand nombre de marchandises transitent par le Japon et la Corée du Sud, et pourraient ainsi rejoindre l'Europe par voie ferrée en moins d'une semaine. La tâche la plus ardue reste de savoir comment persuader la Corée du Nord d'accepter l'idée d'un chemin de fer transcoréen et de le connecter au TSR ou au TCR. Pour l'heure, la Corée du Nord a rejeté la proposition d'utiliser conjointement son réseau ferré avec la Corée du Sud.

Qui plus est, une rénovation majeure du système ferroviaire nord-coréen sera nécessaire avant toute connexion au réseau sud-coréen. L'ambassadeur Panov l'a rappelé, la Russie vient de lancer avec succès un projet pilote dans ce domaine, sur un tronçon de 54 kilomètres entre Hasan et Najin. Hasan est une ville frontalière de la Russie et Najin un port de Corée du Nord. Le charbon sibérien a été transporté vers Najin par voie ferrée, rénovée par la Russie, et un navire cargo chinois a ensuite acheminé le charbon du port de Najin vers le port d'Ulsan en Corée du Sud. Le volume initial de charbon s'élevait à 45 000 tonnes, pour une valeur de 5 millions de dollars US.

La Russie a également proposé en 2009 un projet de gazoduc avec la Corée du Nord pour acheminer le gaz naturel de Sakhaline en Sibérie vers la Corée du Sud via la Corée du Nord. L'idée a été soufflée à l'origine par le gouvernement du président Lee Myung-Bak. Le ministre russe des Affaires étrangères S. Lavrov s'est rendu en Corée du Nord pour plaider en faveur de l'idée mais a échoué à décrocher un accord. Le projet reste en suspens, principalement en raison de la réticence ou de la résistance de la Corée du Nord vis-à-vis de l'idée.

La question de la péninsule coréenne est étroitement mêlée à la paix et la prospérité en Asie du Nord, de même que la question de l'Allemagne il y a 25 ans était étroitement liée à la question de la paix et de l'intégration en Europe. Ces contraintes géopolitiques ne disparaîtront pas dans un avenir proche. Par conséquent, l'unification de la péninsule coréenne ne sera possible que si elle ne contrevient pas aux intérêts des grandes puissances voisines. Et la grande rivalité entre ces puissances ne cessera pas tant que des tensions persisteront dans la région, et vice-versa.

L'Initiative pour la paix et la coopération dans le Nord-Est asiatique (NEPCI), également proposée l'année dernière par la Présidente Park Geun hye, vise à transformer la tension dans la région en climat d'harmonie et de confiance. La NEPCI sera en mesure de surmonter le « paradoxe asiatique », né du déséquilibre entre dépendance économique croissante et préoccupations omniprésentes en matière de sécurité. À cet égard, la NEPCI aura un effet de synergie avec l'Initiative eurasiatique pour assurer la paix et la prospérité dans la région et contribuera en définitive à poser les fondements de l'unification de la péninsule coréenne.

La NEPCI est une politique orientée vers l'action et non pas un but en soi. Autrement dit, c'est un mécanisme de coopération multilatérale destiné à initier un dialogue entre les nations de la région, d'abord par un programme souple, articulé autour de l'environnement, l'énergie, la sécurité, l'aide aux catastrophes naturelles, le cyberspace, la sécurité nucléaire etc. Et, une fois la confiance établie, des questions plus compliquées, y compris la sécurité, pourront être abordées. Nous pensons que le processus d'Helsinki en Europe peut servir de modèle au développement et à la concrétisation du processus de la NEPCI à l'avenir.